



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

PROGRAMME OPÉRATIONNEL INTERREGIONAL **DU MASSIF DES ALPES**

Plan d'évaluation
Validé lors du Comité de Suivi
4 Décembre 2015

2014 - 2020

SOMMAIRE

I – CADRE DU PLAN D'ÉVALUATION	3
A – EXIGENCES REGLEMENTAIRES	3
B – PERIMETRE ET OBJECTIFS DU PLAN D'ÉVALUATION	4
II – CONTEXTE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION	6
A – RESPONSABILITES AU SEIN DE L'INSTITUTION REGIONALE ET IMPLICATION DES PARTENAIRES	6
1. ORGANISATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION	6
2. CADRE PARTENARIAL	7
B – GOUVERNANCE DU PLAN	8
C – ORGANISATION DU SYSTEME DE SUIVI	10
D – SOURCES D'EXPERTISE ET REFERENTIEL QUALITE DES ÉVALUATIONS	11
1. SOURCES D'EXPERTISE	11
2. QUALITE DES EVALUATIONS	11
E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION	12
1. PLAN DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION A L'EVALUATION	12
2. MUTUALISATIONS ENVISAGEES	13
F – STRATEGIE POUR ASSURER L'UTILISATION ET LA DIFFUSION DES RESULTATS DES ÉVALUATIONS	13
III – PROGRAMME D'EVALUATION	15
A – OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D'ÉVALUATION	15
B – FICHES DETAILLES DES EVALUATIONS PLANIFIEES	19
1. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2016 – 2018 : L'ÉVALUATION DE MISE EN ŒUVRE :	19
2. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2019 – 2023 :	20
C – BUDGET PREVISIONNEL	24
D – PLANNING PREVISIONNEL	25
IV – ANNEXES	26
ANNEXE 1 – PLAN DES INDICATEURS DU POIA	26
ANNEXE 2 – CHARTE DE LA SOCIETE FRANCAISE D'ÉVALUATION (SFE)	30
ANNEXE 3 – GRILLE SYNTHETIQUE D'APPRECIATION DE LA QUALITE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION	32
ANNEXE 4 – SOURCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTATION DE REFERENCE	33
1. SOURCES REGLEMENTAIRES	33
2. GUIDANCE & OUVRAGE DE REFERENCE DE LA COMMISSION EUROPEENNE	33
3. AUTRES SOURCES	33
ANNEXE 5 – DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE PROVENCE ALPES COTES D'AZUR DU 17 OCTOBRE 2014 RELATIVE A LA GENERALISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES REGIONALES	34

I – CADRE DU PLAN D'ÉVALUATION

Dans le domaine de la politique de cohésion, l'évaluation a pris naissance en 1988 et s'est développée par la suite. En 1995 la Commission a lancé un programme¹ qui vise à améliorer sa gestion financière et qui généralise l'évaluation à toutes les politiques ayant une incidence budgétaire. Tout renouvellement de programme pluriannuel est désormais conditionné par l'évaluation des résultats antérieurs.

Contrairement à des contextes où l'évaluation est considérée comme un exercice uniquement rétrospectif, le système choisi pour la politique européenne de cohésion a évolué ensuite vers une évaluation des programmes à trois niveaux successifs : ex-ante, mi-parcours et ex-post.

La programmation des FESI 2014-2020 incarne un changement de paradigme : l'omniprésence de la notion de performance qui implique une « évaluation en continu ». Le passage à une politique axée sur la recherche de résultats passe notamment par la définition d'un cadre de performance, la mise en œuvre d'une réserve de performance et l'amplification du rôle de l'évaluation dans la gestion des fonds.

A – EXIGENCES REGLEMENTAIRES

L'Autorité de gestion doit établir un plan d'évaluation couvrant l'ensemble de la période de programmation² et le présenter au comité de suivi au cours de l'année suivant l'adoption du programme³. Le rôle de ce document est de permettre, via la planification, d'assurer la cohérence des évaluations entre elles et de s'assurer que l'Autorité de gestion dispose bien des moyens humains, matériels et financiers pour mettre en œuvre les exigences de la réglementation.

Le règlement stipule que l'Autorité de gestion, au cours de la période de programmation, doit veiller à :

- Effectuer des évaluations portant sur l'efficacité, l'efficience et l'impact du programme
- Evaluer au moins une fois la contribution des FESI à la réalisation des objectifs pour chaque priorité (*évaluations thématiques d'impact*)⁴.

A l'occasion de la transmission des rapports de mise en œuvre spéciaux de 2017 et 2019, l'Autorité de gestion doit présenter les progrès accomplis dans la réalisation du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations réalisées⁵. De plus, chaque année, l'Autorité de gestion doit inclure dans ses rapports de mise en œuvre simplifiés, une synthèse des résultats des évaluations devenues disponibles au cours de l'exercice précédent⁶.

¹ « Sound and Efficient management – SEM 2000 »

² Art 54 du règlement N° 1303/2013 : « Un plan d'évaluation devrait être établi par l'Autorité de gestion ».

³ Art 114 §1 du règlement N° 1303/2013 : « Le programme d'évaluation est présenté au comité de suivi au plus tard un an après l'adoption du programme opérationnel ».

⁴ Art 56 du règlement commun (UE) N°1303/2013

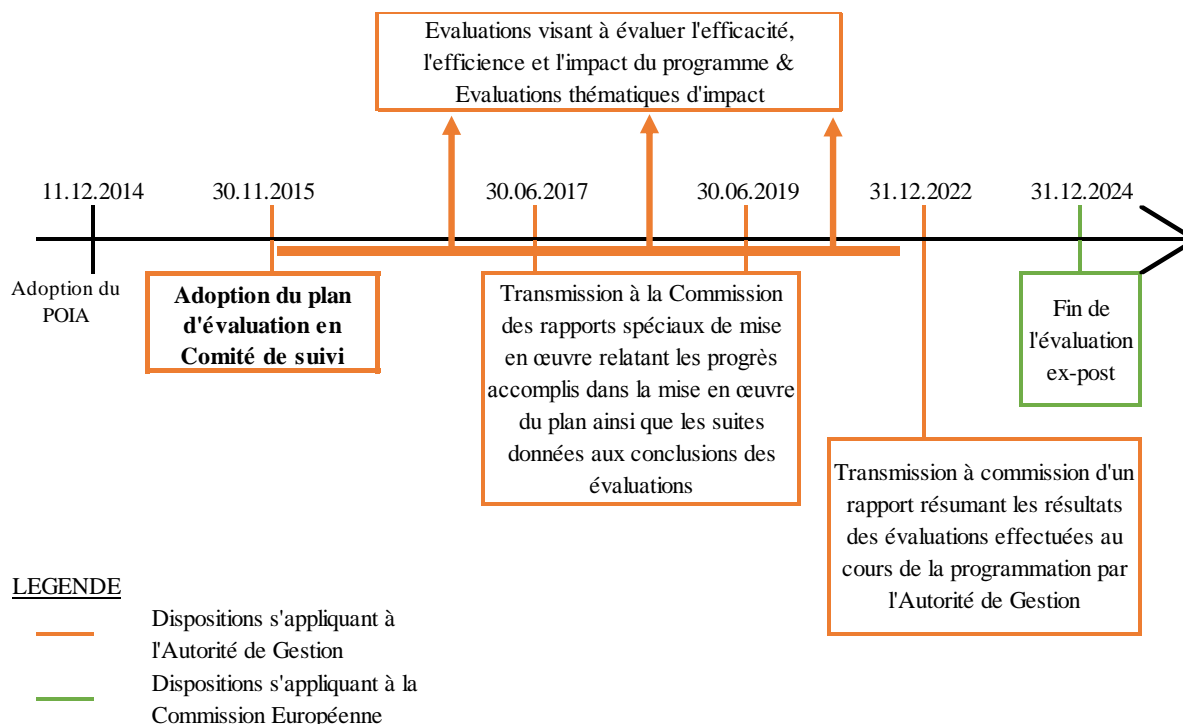
⁵ Art 111 §4, 1^{er} alinéa, point a) du règlement commun (UE) N°1303/2013

⁶ Art 56 §2 du règlement commun (UE) N°1303/2013

En fin de programmation, et avant le 31 décembre 2022, l'Autorité de gestion devra transmettre à la Commission une synthèse de l'ensemble des rapports finaux des évaluations effectuées au cours de la période de programmation⁷.

Enfin, l'évaluation ex-post du programme devra être achevée au 31 décembre 2024. La réalisation de cette dernière exigence relève de la compétence de la commission en collaboration étroite avec les Etats membres et les Autorités de gestion⁸.

SCHEMA 1 – CHRONOLOGIE DES ELEMENTS REGLEMENTAIRES LIES A L'ÉVALUATION AU COURS DE LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION



B – PERIMETRE ET OBJECTIFS DU PLAN D'ÉVALUATION

Le présent plan s'applique au programme opérationnel interrégional du Massif Alpin (POIA) 2014-2020 et s'étend jusqu'au 31 décembre 2022.

Conformément aux exigences communautaires, les évaluations programmées dans ce plan viseront à évaluer :

- L'efficacité : « *Le fait que les effets attendus ont été obtenus, que les objectifs ont été atteints*⁹ ».
- L'efficience : « *Le fait que les effets ont été obtenus à un coût raisonnable*¹⁰ ».
- L'impact : « *Changement pouvant être attribué de manière certaine à une intervention*¹¹ ».

⁷ Art 114 du règlement commun (UE) N°1303/2013

⁸ Art 56 et 114 du règlement commun (UE) N°1303/2013

⁹ Définition extraite des collections MEANS, Vol 6 « Glossaire », p.65.

¹⁰ Définition extraite des collections MEANS, Vol 6 « Glossaire », p.66.

¹¹ "The change that can be credibly attributed to an intervention", Définition extraite du guide « Evaluated: The resource for the evaluation of Socio-Economic Development », Septembre 2013, p.103.

Le programme opérationnel interrégional du Massif Alpin est composé de :

- 3 axes FEDER
- 1 axe d'assistance technique
- 5 OS (dont 1 OS d'assistance technique)

Le montant total de la contribution des FESI au POIA est de 34 millions d'euros.

AXE PRIORITAIRE		OT Montant M€	OBJECTIFS SPECIFIQUES
AXE 1 – PROTÉGER ET VALORISER LES RESSOURCES ALPINES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES DE MONTAGNE	FEDER 21 M€ 64,15%	21 M€	OS1 - ACCROÎTRE LA DÉCOUVERTE ESTIVALE DU MASSIF PAR LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL
			OS2 - PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES ALPINES
AXE 2 – STRUCTURER ET CONSOLIDER LA FILIÈRE ALPINE DE LA TRANSFORMATION DU BOIS POUR LA CONSTRUCTION	FEDER 6 M€ 17,65%	6 M€	OS3 - ACCROÎTRE L'OFFRE CERTIFIÉE DE BOIS D'ŒUVRE ALPIN TRANSFORMÉ LOCALEMENT
AXE 3 – DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES	FEDER 5 M€ 14,71%	5 M€	OS4 - ÉTENDRE ET AMÉLIORER LA GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES NATURELS SUR LE MASSIF
AXE 4 – ASSISTANCE TECHNIQUE	FEDER 2 M€ 3,5%	2 M€	OSat – METTRE EN ŒUVRE UN PILOTAGE PAR LES RÉSULTATS, UNE GESTION EFFICACE ET SÉCURISÉE DU FEDER ET ACCROÎTRE LA LISIBILITÉ DES ACTIONS CO-FINANCIÉES PAR LE POIA

Les objectifs du présent plan sont multiples. Il vise à garantir :

- Le respect des exigences réglementaires relatives à l'évaluation :
 - Assurer l'évaluation de l'efficacité et l'efficience du programme
 - Assurer l'évaluation de l'impact de la contribution des fonds à la réalisation des objectifs dans le cadre de chaque priorité, au moins une fois au cours de la période de programmation
- L'apport des évaluations menées aux données nécessaires pour les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO), et notamment les RAMO spéciaux de 2017 et 2019
- La réalisation d'un suivi correct des recommandations issues des rapports finaux d'évaluation
- La communication organisée autour des résultats d'évaluation
- La définition au sein d'un document de référence de l'environnement de l'évaluation pour la période de programmation 2014-2020

Il se compose de plusieurs éléments :

- Un descriptif du système de collecte des données au sein de l'Autorité de Gestion
- Une présentation des organes de gouvernance du plan et des évaluations menées
- Une présentation de la communication et du suivi organisés autour des évaluations
- Un plan de formation
- Un programme d'évaluation (indicatif et non restrictif)

II – CONTEXTE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION

Afin d'optimiser les travaux d'évaluation, l'Autorité de Gestion a défini des responsabilités claires pour la collecte des données, le suivi et l'évaluation. Elle s'est également dotée de référentiels qu'elle veillera à développer au cours de la mise en œuvre du plan d'évaluation et qui garantiront la qualité des travaux. Enfin, l'Autorité de Gestion a également prévu la mise en œuvre d'un plan de formation centré sur l'évaluation et à destination de plusieurs publics.

A – RESPONSABILITES AU SEIN DE L'INSTITUTION REGIONALE ET IMPLICATION DES PARTENAIRES

1. ORGANISATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION

Les missions relatives au suivi et à l'évaluation de l'Autorité de gestion en Région PACA sont organisées autour de trois services rattachés au Pôle Europe et de la délégation à l'évaluation rattachée au Pôle Planification stratégique et développement soutenable :

- **SCPR : le service de Coordination des Programmes Régionaux.** Ses missions générales sont la préparation des comités régionaux de programmation et des comités de suivi, le suivi financier et budgétaire du PO, la coordination avec l'autorité de certification et le payeur régional, l'accompagnement des Organismes intermédiaires, les systèmes d'information et la communication. Il pilote et coordonne l'établissement des rapports annuels et finaux de mise en œuvre, ainsi que la définition et la mise en œuvre du plan d'évaluation.

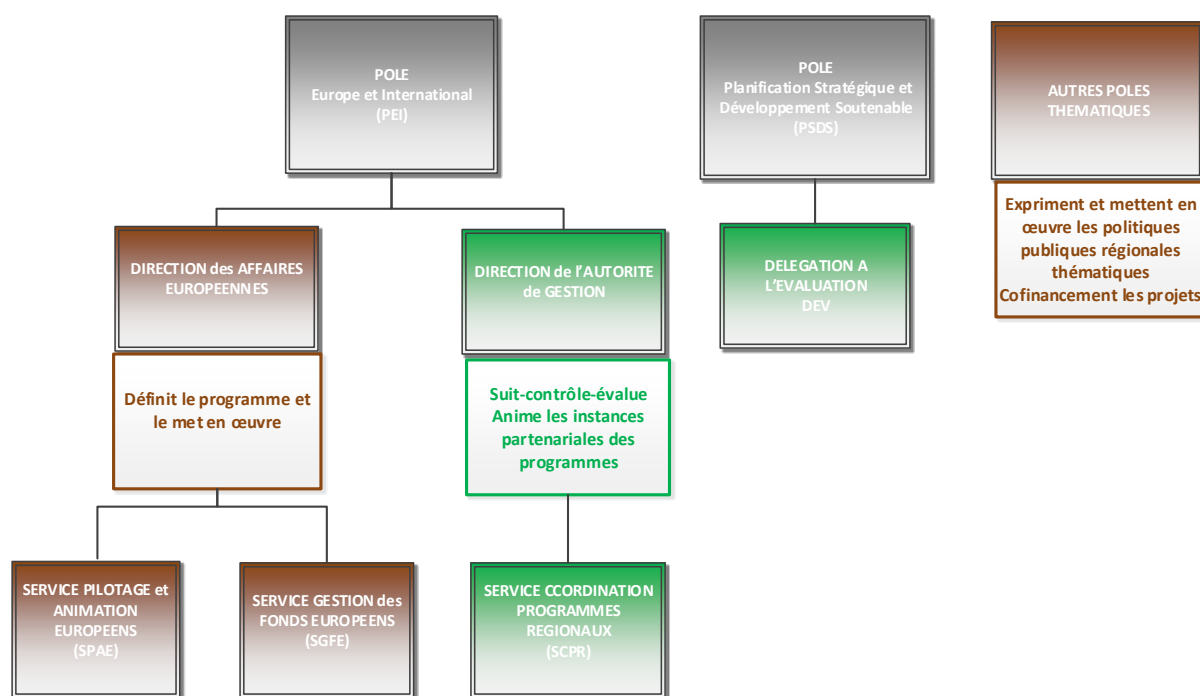
- **SGFE : le service de Gestion des Fonds Européens.** Ses missions générales sont la réception et l'enregistrement des dossiers au stade de dépôt, l'instruction des dossiers, l'organisation des comités techniques régionaux, la réalisation des contrôles de service fait (CSF) et des visites sur place, contributions aux réponses aux contrôles et la mise en paiement des aides.

- **SPAE : le service Pilotage et Accompagnement Européen.** Ses missions générales sont la préparation des appels à candidature, l'animation des réseaux d'acteurs thématiques et territoriaux, l'information et l'accompagnement des porteurs de projets, la définition et l'évolution du cadre stratégique du PO.

- **DEV : délégation à l'évaluation.** Dans le cadre ses missions générales, la DEV intervient auprès des directions et des services de la Région. Elle assure dans ce cadre un appui sur plusieurs sujets et notamment : la réponse aux obligations réglementaires en matière d'évaluation (CPER, Fonds Européens) et la contribution au développement d'outils de suivi et d'évaluation dans les services opérationnels.

Dans le cadre de l'évaluation des fonds européens, la DEV et le SCPR forment un secrétariat technique de l'évaluation sous la responsabilité de la Direction de l'Autorité de Gestion (DAG).

SCHEMA 2 – ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE L'AUTORITE DE GESTION



PDE FESI 2014-2020 Organigramme fonctionnel AG V0 20151022 (simplifiée)



2. CADRE PARTENARIAL

Les programmes européens sont des programmes de développement socio-économique cofinancés qui doivent faire l'objet de codécision. Ces programmes étant également multi-objectifs et multi-domaines d'intervention, cela implique que l'évaluation doit être conduite avec la participation de plusieurs partenaires et les méthodes adaptées à leurs spécificités.

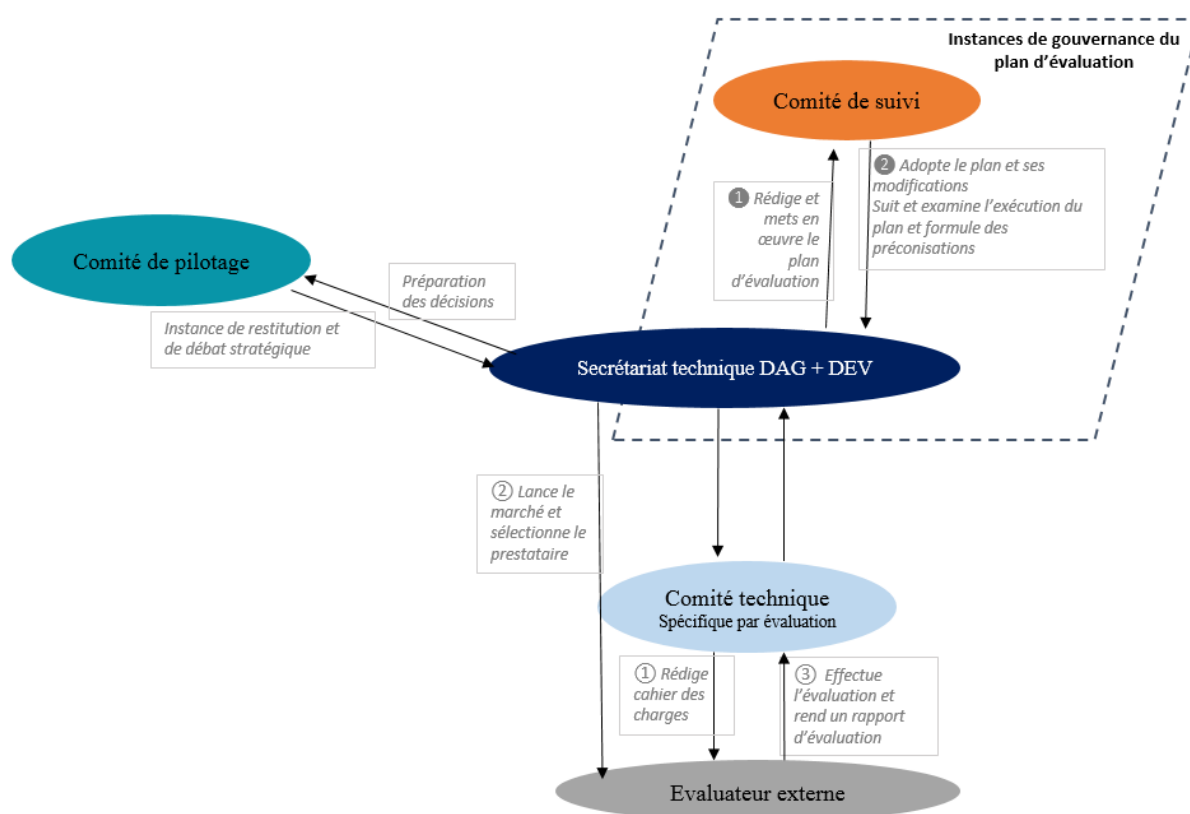
La démarche d'évaluation qui sera menée en PACA tiendra compte des diversités des attentes des partenaires aux programmes et recherchera la convergence des points de vue pour que, sans remettre en question les bases de la négociation des programmes, l'évaluation ne se traduise par un exercice uniquement formel pour une partie des partenaires.

Le schéma de gouvernance (Schéma 3) ci-après intègre cette dimension.

B – GOUVERNANCE DU PLAN

Le schéma de gouvernance, ci-illustré, vise à garantir une articulation vertueuse et un niveau d'indépendance suffisant entre les acteurs qui mettent en œuvre la politique, les instances chargées de piloter les évaluations et le Comité de suivi, instance politique décisionnelle des Fonds.

SCHEMA 3 – SCHEMA DES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PLAN D'EVALUATION ET DES TRAVAUX D'EVALUATION



Le Comité de Suivi POIA

Composition : Il est coprésidé par le Préfet Coordonnateur de Massif, ou son représentant, et les deux Présidents des Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, ou leurs représentants. Il est composé des représentants :

- des services déconcentrés de l'Etat
- des Régions PACA et Rhône-Alpes
- des conseils généraux des départements situés en zone de massif
- des parcs régionaux et des territoires de projet supra-communautaires
- des espaces valléens
- de la société civile
- de la commission européenne

Fonctions : Le Comité de suivi valide le plan d'évaluation et ses modifications. Il se réunit au moins une fois par an et examine les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation,

les évaluations menées et les suites données aux conclusions des évaluations antérieures¹². Il peut formuler des préconisations.

L'Autorité de gestion (Secrétariat technique)

Composition : Le secrétariat technique concentre les expertises internes en évaluation. Il est composé du directeur de l'Autorité de gestion, du chef de service du SCPR, du chargé de mission suivi-évaluation du SCPR, du directeur de la délégation à l'évaluation et d'un chargé de mission de la DEV.

Fonctions dans la gouvernance du plan d'évaluation :

- Anime et mets en œuvre du plan et rend compte au Comité de suivi
- Propose au comité de suivi de modifications du plan
- Propose un plan d'action annuel
- Définition des contenus des formations
- Prépare des informations du Comité de suivi et assure le suivi des préconisations formulées
- Diffuse les résultats des évaluations selon les orientations définies par le comité de pilotage

Fonctions dans la gouvernance des évaluations :

- Prépare les décisions du comité de pilotage
- Garantit la déontologie, l'indépendance et la technicité des acteurs du système
- Assure la qualité des évaluations
- Anime les groupes techniques
- Lance les marchés d'évaluation et sélectionne les prestataires

Le Comité de pilotage

Composition : Leurs compositions s'appuient sur l'animation politique transversale, organisée par thématique, mis en place au sein de l'AG pour la mise en œuvre des différents axes du PO. Ces comités sont composés d'élus et de directeurs. Ces comités ont notamment pour mission la validation des critères de sélection des appels à projets lancés par l'Autorité de gestion.

Fonctions : Instance de restitution et de débat stratégique, le comité de pilotage :

- Impulse la stratégie d'évaluation
- Analyse et débat les résultats des évaluations
- Discute et adopte la stratégie de diffusion des résultats de l'évaluation.

- Les Groupes techniques (spécifiques pour chaque évaluation)

Composition : Instances techniques de l'évaluation, sa composition est proposée par le secrétariat technique au comité de pilotage en fonction du sujet de l'évaluation. Ils seront animés par le secrétariat technique et composé des services « gestion des fonds européens » et « pilotage et accompagnement européen ».

Elle pourra être complétée par des experts, des chargés de mission du CESER, ou encore tout autre représentant technique d'une institution concernée par la thématique des travaux.

Les groupes techniques sont animés par le secrétariat technique.

Fonctions :

¹² « Toutes les évaluations sont examinées par le comité de suivi », Art 56 §3 du règlement commun 1303/2013

- Contribue à la rédaction du cahier des charges
- Suit les différentes étapes de l'évaluation
- S'assure de la disponibilité et de la mise à disposition des informations utiles
- Analyse les résultats des évaluations

C – ORGANISATION DU SYSTEME DE SUIVI

Le dispositif de suivi du POIA s'appuie sur 25 indicateurs ventilés ainsi (voir le plan des indicateurs disponibles en annexe 1) :

- _ 3 indicateurs financiers tous inclus dans le cadre de performance
- _ 16 indicateurs de réalisation (dont 6 inclus dans le cadre de performance)
- _ 6 indicateurs de résultat

Les responsabilités pour la collecte et le suivi des données en PACA sont repartis dans les trois services « Europe ».

Ce système est organisé autour de trois types de tableaux de bord :

- Tableaux de bord réglementaires : suivi des indicateurs de réalisation et de résultat, suivi du cadre de performance, etc.
- Tableaux de bord financiers : suivi de la maquette du programme, suivi du risque de dégagement d'office
- Tableaux de suivi d'activité : suivi de la comitologie, suivi des indus, suivi des dossiers en cours d'instruction, etc.

Tableaux de bord des données réglementaires

La Commission européenne¹³, demande aux Autorités de gestion de renseigner un certain nombre de tableaux de bord devant être inclus dans les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO). L'organisation pour la collecte et le suivi de ces données est la suivante :

Le service de gestion des fonds européens (SGFE) a en charge la collecte et le suivi des indicateurs de réalisation et de résultats dits « interne ». C'est-à-dire les indicateurs fournis par les porteurs de projet au cours de l'instruction des dossiers et des demandes de paiements.

Le service pilotage et accompagnement européen (SPAÉ) a en charge la collecte et le suivi des indicateurs de réalisation et de résultats dits « externes ». C'est-à-dire les indicateurs produits par un tiers, pour lesquels la source est externe au traitement des dossiers.

Le service de coordination des programmes régionaux (SCPR) a en charge la collecte et le suivi des indicateurs liés aux axes d'assistance technique, des indicateurs financiers, ainsi que la collecte et la consolidation des données relatives à la mise en œuvre des instruments financiers.

Le retraitement des indicateurs dans le cadre de la production des tableaux de bord réglementaires prévus par les RAMO fait l'objet d'une procédure interne incluse dans le descriptif de Système de gestion de gestion et de Contrôle de l'AG.

¹³ Règlement d'exécution (UE) N°207/2015, Annexe V

Tableaux de bord financiers

Le suivi financier « macro » des programmes est assuré par le SCPR et alimenté par les informations consolidées fournies par le SGFE et le SPAE qui effectuent un suivi plus fin à l'échelle de leurs missions.

Tableaux de suivi d'activité

Chaque service a en charge son propre suivi d'activité.

Autres tableaux

Il est également prévu que l'AG se dote :

- d'un tableau de bord synthétique d'activité
- d'un tableau de bord des indicateurs « alerteurs » sur les taux de programmation et la progression des indicateurs du cadre de performance

D – SOURCES D'EXPERTISE ET REFERENTIEL QUALITE DES ÉVALUATIONS

1. SOURCES D'EXPERTISE

Conformément aux exigences de la Commission européenne¹⁴ l'ensemble des évaluations sera réalisé par des experts fonctionnellement indépendants de l'autorité responsable de la mise en œuvre des programmes. Il sera fait appel à des cabinets externes.

2. QUALITE DES EVALUATIONS

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté le 17 Octobre 2014 une délibération actant la généralisation de la démarche d'évaluation des politiques régionales (voir annexe 5). Elle a ainsi acté l'adoption des principes régissant les démarches d'évaluation issus de la Charte de la Société Française de l'Evaluation (SFE)¹⁵ : pluralité, distanciation, compétence, respect des personnes, transparence, opportunité et responsabilité.

La qualité des travaux d'évaluation menés devra être conforme aux standards de la Charte ainsi que, d'un point de vue déontologique, à la Guidance pour la qualité de pilotage des évaluations externes préconisée par la Commission¹⁶.

Chaque évaluation sera elle-même évaluée par le Secrétariat technique au travers d'une grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluations¹⁷ (disponible en annexe 3).

¹⁴ « Les évaluations sont effectuées par des experts internes ou externes fonctionnellement indépendants des autorités responsables de la mise en œuvre des programmes » Art. 54 du règlement commun 1303/2013.

¹⁵ La charte de la Société Française d'évaluation est disponible en Annexe 2 du présent plan

¹⁶ Guidance on quality management of external evaluation, European Commission, April 2014

¹⁷ Grille issue des Collections MEANS, Vol. 1 « Conception et conduite d'une évaluation », encadré 46 « Grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluation », p.192.

E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION

L'optimisation de la démarche d'évaluation pour la programmation 2014-2020 se traduit par :

- un travail de capitalisation des précédents travaux d'évaluations réalisés sur les thématiques du programme. Ce travail sera réalisé par le Secrétariat technique.
- un plan de sensibilisation et de formation à l'évaluation qui sera également mis en œuvre.
- la mutualisation des campagnes d'évaluation qui sera recherchée à plusieurs niveaux.

1. PLAN DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION A L'EVALUATION

La mise en œuvre du plan de formation doit permettre à différents publics d'acquérir un premier niveau d'acculturation à l'évaluation des politiques. Il a également pour objectif de sensibiliser les acteurs du système de production et de collecte de données à leur rôle dans le cycle de l'évaluation et dans la production de travaux de qualité.

Le plan de formation prévu pour le Secrétariat technique doit permettre à l'équipe dédiée d'améliorer son niveau d'expertise. Seront donc privilégiées :

- des formations spécialisées, réalisées par des organismes référencés en la matière
- des séminaires nationaux ou internationaux
- des formations organisées ou labellisées par la Commission européenne.

Publics cibles	Prestation Interne- externe	Contenu indicatif	Résultats attendus	Temporalité indicative
Porteurs de projet [SENSIBILISATION]	Interne DAE dans le cadre des formations post-CRP	Sensibilisation à l'évaluation et aux attendus en matière de collecte et transmission des indicateurs	Prise de conscience du rôle du bénéficiaire d'une subvention dans la mise en œuvre d'une politique publique	En cours
Animateurs des mesures	prestations externes	Approfondissement aux démarches d'évaluation	Meilleure maîtrise des thématiques d'évaluation	Au cours de la période de préparation (Voir partie III)
Organismes intermédiaires	DEV	Initiation aux démarches d'évaluation	Sensibilisation dans leur rôle dans le système de suivi-évaluation	Au cours de la période de préparation (Voir partie III)
Secrétariat technique du plan d'évaluation	Organismes de formation spécialisés type SFE	Spécialisation dans la conduite de démarches d'évaluation et suivi des prestataires	Approfondissement des connaissances sur l'ensemble du cycle d'évaluation de la définition des besoins jusqu'au suivi des recommandations	Dès 2016 et tout au cours du plan

2. MUTUALISATIONS ENVISAGEES

Les pistes de mutualisation des campagnes d'évaluations menées dans le cadre de ce programme seront systématiquement interrogées afin de considérer une vision consolidée des politiques menées et de l'impact des Fonds Européens Structurels et d'Investissement sur celles-ci. De plus, la mutualisation permettra à l'Autorité de Gestion d'optimiser les moyens mis à la disposition de l'évaluation, aussi bien humains que financiers.

L'AG a envisagé des pistes de mutualisation à plusieurs niveaux :

2.1. MUTUALISATION INTER-PROGRAMME PACA (FESI)

Les pistes de mutualisation inter-programmes gérés par la Région PACA concernent :

- Les effets de la mise en œuvre des priorités transversales : non-discrimination, égalité Homme/Femme, développement durable, rôle du partenariat.

2.2. MUTUALISATION AVEC AUTRES DEMARCHES EVALUATIVES EN REGION

La participation de la Délégation à l'Évaluation (DEV) à la gouvernance du plan et à sa mise en œuvre facilitera les synergies entre les évaluations des politiques publiques régionales et les évaluations FESI.

Des mutualisations avec des démarches d'évaluation de politiques publiques ou de dispositifs spécifiques seront étudiées.

2.3. MUTUALISATIONS PROGRAMMES D'AUTRES AG

Dans l'optique de concilier qualité des travaux et économie d'échelle, une mutualisation des travaux pourra être recherchée avec d'autres Autorités de Gestion nationales ou européennes.

Dès lors que la situation le permettra, il sera proposé la mise en commun de certaines activités d'études, d'évaluations, de recherches méthodologiques, d'acquisition de données.

L'Autorité de gestion pourra, à ce titre, diffuser ses projets de travaux aux partenaires identifiés afin de rechercher des collaborations adaptées.

F – STRATEGIE POUR ASSURER L'UTILISATION ET LA DIFFUSION DES RESULTATS DES ÉVALUATIONS

Les résultats des évaluations seront communiqués et discutés au Comité de suivi avec une proposition de plan d'action, en vue d'assurer la mise en œuvre des recommandations. Le suivi de cette mise en œuvre est assuré par le secrétariat technique.

Conformément aux exigences réglementaires¹⁸, les résultats des évaluations ainsi qu'une synthèse seront mis à disposition sur le site internet dans une rubrique dédiée. La synthèse des résultats de l'évaluation sera envoyée aux partenaires ainsi qu'aux directions des politiques publiques concernées. Une synthèse des résultats traduite de façon opérationnelle sera également adressée aux services instructeurs et animateurs.

Le cahier des charges, le budget, les méthodes utilisées ainsi que le rapport final de chaque évaluation seront transmis à la Commission européenne.

¹⁸ « Toutes les évaluations sont mises à disposition du public » Art. 54 du règlement commun (UE) 1303/2013

Les résultats des évaluations seront également mis en valeur à travers les opérations de communication, notamment celles à destination du grand public et des partenaires.

III – PROGRAMME D’ÉVALUATION

A – OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D’ÉVALUATION

Ce programme d’évaluation est organisé autour d’un objectif : la mesure de la performance du PO au regard de l’atteinte de ses objectifs. Dans ce but, la stratégie du programme d’évaluation s’organise en deux temps :

- une première période (2016-2018) tournée vers l’optimisation de la performance du PO et constituant une phase préparatoire à la mise en œuvre des évaluations d’impact
- une seconde période (2019-2022) consacrée aux évaluations d’impact.

a) La première période (2016-2018) s’organise autour de deux priorités :

1. L’optimisation de la performance du programme

Les informations et appréciations fournies dans le RAMO renforcé de 2019, et portant sur l’année 2018, serviront de base à la revue de performance réalisée par la Commission européenne la même année. Cet examen portera sur l’atteinte des valeurs intermédiaires des indicateurs du cadre de performance définies dans le PO et rappelées en annexe de ce document¹⁹. Si celles-ci sont atteintes, l’AG aura alors accès à la réserve de performance du PO correspondant à 6% de son montant total.

Le programme d’évaluation doit donc contribuer à une mise en œuvre performante du programme dans l’optique de débloquer cette réserve de performance, mais également de motiver une révision du programme à mi-parcours si cela s’avère nécessaire. Cela se traduit dans le plan par deux types de travaux :

1.1. Une évaluation de mise en œuvre

L’évaluation de mise en œuvre porte sur le bon déroulement du PO et est relative aux critères d’efficacité et d’efficience des interventions mises en œuvre. Elle vise à repérer les dysfonctionnements et apporter des pistes d’amélioration sur la mise en œuvre du programme opérationnel par l’AG. Elle portera donc principalement sur les compétences et obligations de l’AG : animation territoriale, communication, simplification administrative, partenariat, articulation suivi et évaluation, qualité et fiabilité du système de suivi.

1.2. Des études « flash » déclenchées par alerte via les tableaux de suivi

La mise en place de tableaux de bord incluant un système d’alerte sur les taux de programmation et l’atteinte des indicateurs du cadre de performance permettra à l’Autorité de Gestion d’être réactive. En cas d’atteinte des seuils d’alerte, des études « flash » seront rapidement lancées sur les points repérés afin de permettre à l’AG de corriger les dysfonctionnements.

2. La préparation des évaluations d’impact

Menés en parallèle, les travaux de préparation des évaluations d’impact sont essentiels à leur mise en œuvre. Les efforts du plan de formation pour la diffusion de la culture de l’évaluation des politiques publiques (voir partie II, D) porteront principalement sur cette période.

¹⁹ Voir annexe 2 – Cadre de performance

Les travaux de préparation méthodologique seront menés par le secrétariat technique et viseront à :

- **Définir le choix de la méthode d'évaluation d'impact et des outils qui en découleront :**

Il s'agira dans cette phase de veiller à la bonne préparation des évaluations d'impact en définissant notamment les termes de référence de l'évaluation ainsi que la méthodologie et les outils adaptés. La Commission européenne recommande deux principales approches méthodologiques pour la réalisation de ces évaluations :

- × Les évaluations d'impact basées sur la théorie : « Pourquoi et comment l'intervention fonctionne-t-elle ? »

Elles consistent à suivre chaque étape de la logique d'intervention (reconstituée grâce aux diagrammes logiques d'impact) afin de détecter les mécanismes de changement et les liens de causalité. Cette approche produit principalement une analyse qualitative des impacts. Elle est basée sur des approches telles que l'analyse des contributions, la revue de littérature, l'analyse de texte, les interviews, enquêtes, focus groupes et études de cas.

- × Les évaluations d'impact contrefactuelles : « L'intervention fonctionne-t-elle ? A qui profite-t-elle ? »

Ce type d'évaluation utilise un groupe « test » et nécessite que ce dernier soit crédible, donc constitué rigoureusement. Elle nécessite également un nombre de participants suffisamment grand pour que les résultats soient significatifs, et des données de qualité pour les deux groupes afin de pouvoir comparer les résultats. Dans tous les cas, les résultats de l'évaluation contrefactuelle devront être complétés par des méthodes qualitatives afin de comprendre les mécanismes qui ont mené aux impacts observés.

Le tableau suivant identifie les critères qui permettent de d'opter en faveur de l'une ou de l'autre des méthodes d'évaluation d'impact existantes. Pour une même évaluation, il est toutefois possible de combiner les deux méthodes.

	Méthode basée sur la théorie	Méthode contrefactuelle
Question posée par l'évaluation	<u>Comment le programme permet d'atteindre les effets attendus ?</u> → Repère les obstacles et leviers du fonctionnement du programme	<u>Est-ce que le programme délivre les effets attendus ?</u> → Fournit des indicateurs chiffrés de performance
La chaîne causale ...	est complexe (<i>programme, politique</i>)	est simple (<i>projet, action</i>)

	Méthode basée sur la théorie	Méthode contrefactuelle
Les facteurs contextuels...	jouent un rôle important dans la mise en œuvre, conditionnent la réussite ou peuvent causer l'échec de la politique	sont minimales et peuvent être contrôlés
Les impacts...	sont complexes, diffus	sont quantifiables
La situation contrefactuelle, c'est-à-dire sans intervention publique, est ...	difficile ou impossible à reconstituer : - le programme a déjà démarré, - et la reconstitution a posteriori d'une population de référence est impossible	observable : - le programme n'a pas commencé - ou la reconstitution a posteriori d'une population de référence est possible (différentes méthodes sont mobilisables)

- **Anticiper les besoins en données complémentaires, c'est-à-dire les données non suivies par l'Autorité de gestion, afin de s'assurer que celles-ci soient disponibles pour l'évaluation d'impact et sécuriser la collecte et les sources.**

Un travail de sécurisation des données sera mené. Il s'agira en premier lieu de garantir la qualité de collecte des données, puis dans un second temps, d'effectuer un recensement des besoins en données complémentaires.

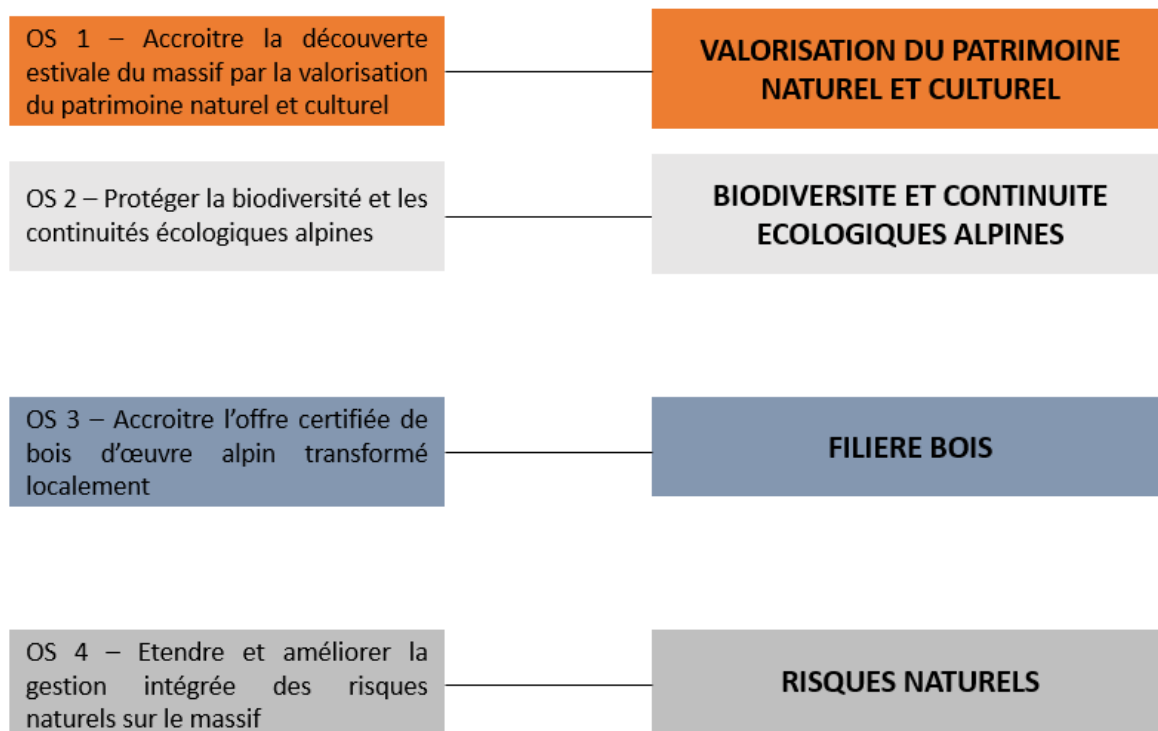
L'objectif est d'anticiper les problématiques qui surviennent généralement lors de la mise en œuvre d'une évaluation d'impact afin que celles-ci soient :

- × moins coûteuses : du fait de la disponibilité des données
- × moins longues : la seconde période concentrant 4 évaluations thématiques pour le POIA, il s'agit d'optimiser le calendrier
- × plus robustes : la sécurisation des données et la préparation en amont doit permettre de renforcer la fiabilité des analyses

b) La seconde période (2019-2022) est consacrée aux évaluations thématiques d'impact.

Au vu de leur temporalité, les évaluations d'impact viseront principalement à interroger les résultats et les impacts à moyen terme du programme. Elles traiteront également des questions relatives la contribution de ce dernier aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020.

SCHEMA 4 - CORRESPONDANCE ENTRE LES EVALUATIONS D'IMPACT ET LES OBJECTIFS STRATEGIQUES



B – FICHES DETAILLES DES EVALUATIONS PLANIFIEES

1. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2016 – 2018 : L'ÉVALUATION DE MISE EN ŒUVRE :

EVALUTATION INTERMEDIAIRE DE MISE EN OEUVRE	
Objectifs spécifiques concernés	<p>Evaluer la mise en œuvre au regard des exigences nouvelles de la période 2014-2020. Améliorer le cas échéant le pilotage global du programme.</p> <p>Focus sur les nouveautés 2014-2020 : pilotage par les résultats, concentration des interventions, simplification</p> <p>Préparer une éventuelle révision, si besoin.</p>
Contexte et enjeux	<p>Les crédits d'Assistance Technique permettent de financer le pilotage du Programme : Animation, Gestion, communication.</p> <p>Il s'agit ici d'évaluer l'efficacité des moyens de mise en œuvre dans un contexte : d'exigences renforcées en matière de qualité des projets, et de pilotage par les résultats d'exigences de diminution de la charge administrative sur les bénéficiaires par rapport à la période 2007-2013.</p>
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - La procédure d'appels à proposition favorise-t-elle l'émergence de projets contribuant aux objectifs visés ? - Des procédures de gestion simplifiées ont-elles été appliquées ? ont-elles facilité l'émergence de projets ? de nouveaux bénéficiaires ? - Comment concilier objectif de simplification et exigences de contrôle ? - Quel impact sur le programme le fait réserver l'éligibilité aux espaces valléens sur certains OS induit-il ?
Méthodologie	<p>Enquête porteurs de projet, entretiens cofinanceurs</p> <p>Benchmark d'autres Autorités de Gestion de programmes interrégionaux</p>
Sources d'information/ Données nécessaires	données Synergie, compte rendus d'exécution,
Calendrier	Premier trimestre 2017
Budget indicatif	70 K€

2. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2019 – 2023 :

VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL	
Objectifs spécifiques concernés	<p>Axe prioritaire 1: Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne</p> <p>Objectif Spécifique 1 : Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel</p>
Contexte et enjeux	<p>Les Alpes françaises constituent une des premières destinations touristiques d'Europe, particulièrement pour le tourisme d'hiver. Il représentait 60 000 emplois directs dans le massif Alpin en 2010.</p> <p>Toutefois, le contexte de changement climatique, la problématique du faible enneigement, la dépendance à une fréquentation hivernale incertaine, fragilisent l'écosystème touristique montagnard souvent centré sur la « monoculture » des sports d'hiver. La fréquentation estivale est en baisse dans les départements alpins, particulièrement en Savoie et Haute Savoie (diminution du nombre de nuitées touristiques estivales d'environ 13% entre 2003 et 2012), mais également dans les départements du sud des Alpes et de moyenne montagne dans une moindre mesure.</p> <p>C'est pourquoi le POIA vise à soutenir la diversification des activités touristiques par la valorisation du patrimoine culturel et naturel alpin, notamment pendant la période estivale.</p> <p>Cette évaluation vise à identifier la contribution du POIA au développement de la fréquentation touristique, notamment durant la période estivale, par l'adaptation et le renforcement d'une offre de découverte axée sur la valorisation des richesses patrimoniales culturelles et naturelles des territoires de montagne.</p>
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Quel impact sur les enjeux alpins de diversification touristique ? L'offre de découverte pluri-saisons a-t-elle été étoffée ? - L'attractivité estivale du Massif alpin a-t-elle été renforcée ? Les projets financés ont-ils permis d'augmenter la fréquentation des sites et infrastructures de découverte de la montagne, notamment en période estivale ? - Les actions soutenues ont-elles eu un effet sur la notoriété des territoires alpins (hors période hivernale) et leur développement économique ? - Dans quelle mesure l'approche interrégionale a-t-elle été bénéfique ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Rapport d'exécution - Enquêtes/études de cas auprès des bénéficiaires - Revue documentaire
Calendrier	2021
Budget indicatif	50 k€

PROTEGER LA BIODIVERSITE ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ALPINES	
Objectifs spécifiques concernés	Axe prioritaire 1 : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne OS 2 : Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines
Contexte et enjeux	<p>Le Massif alpin comporte une grande variété d'espaces naturels qui a permis le développement d'une biodiversité riche. Toutefois ce territoire doit faire face aux pressions induites par la présence de grandes activités touristiques et par les fortes migrations saisonnières de touristes associées, l'abandon de pratiques agricoles favorables à la biodiversité et par les effets du changement climatique. La perspective du développement des activités touristiques tout au long de l'année rend la nécessité de protection de la biodiversité plus prégnante encore.</p> <p>Le POIA vise à apporter des solutions sur les enjeux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection et valorisation des espaces naturels et de la biodiversité alpine par une meilleure connaissance du milieu naturel et par des actions de restauration et de conservation des habitats - Développement de l'ingénierie dans les documents d'urbanisme et les stratégies territoriales <p>Dans ce cadre, l'évaluation doit permettre d'identifier la contribution du POIA à la protection de la biodiversité sur le territoire du Massif.</p>
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme a-t-il permis d'améliorer la connaissance sur la biodiversité alpine ? - Les projets ont-ils fait émerger des plans d'actions prenant en compte la biodiversité dans les documents d'urbanisme et dans les stratégies locales ? - En dépit du fait que les processus écologiques peuvent être très longs, des impacts sur la biodiversité ont-ils pu déjà être mis en évidence par les bénéficiaires dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet ? - Dans quelle mesure l'approche interrégionale a-t-elle été bénéfique ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Rapport d'exécution - Enquêtes/études de cas auprès des bénéficiaires - Revue documentaire
Calendrier	2020
Budget indicatif	50 k€

FILIERE ALPINE DE LA TRANSFORMATION DU BOIS POUR LA CONSTRUCTION	
Objectifs spécifiques concernés	Axe prioritaire 2 : Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction OS 3 : Accroître l'offre du bois d'œuvre alpin transformé localement
Contexte et enjeux	<p>Le développement de la filière Bois dans les Alpes apparaît comme un enjeu de dynamisation de l'économie et de création d'emplois locaux par la valorisation raisonnée des ressources du Massif.</p> <p>Au vu des difficultés à laquelle cette filière est confrontée (coûts d'exploitation élevés, difficultés logistiques liées au transport, difficultés de stockage...), il a été décidé, par la Région Provence Alpes côte d'Azur et la Région Rhône-Alpes, de soutenir les entreprises de la transformation dont l'activité est déterminante pour l'ensemble de la filière Bois. Le niveau technologique des entreprises de transformation dans le Massif alpin est en effet considéré comme « minimum » à « bas » pour 50% d'entre elles. Ce soutien porte spécifiquement sur les entreprises de la première et deuxième transformation qui sont des secteurs stratégiques du Massif alpin avec respectivement 218 et 260 entreprises. L'intervention du POIA s'inscrit dans la dynamique de certification « Bois des Alpes », permettant d'assurer une visibilité de la qualité et une traçabilité du bois, et visant ainsi à dynamiser l'activité et la création d'emplois sur le Massif alpin.</p> <p>Cette évaluation vise à identifier la contribution du POIA à la modernisation des entreprises de la première et deuxième transformation certifiées « Bois des Alpes », et à la structuration et consolidation de la filière alpine de la transformation du bois.</p>
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets financés ont-ils permis la modernisation et le développement des entreprises de première et deuxième transformation certifiées « Bois des Alpes » ? - Quels impacts sur le secteur aval de la filière de transformation de bois d'œuvre pour la construction bois, et sur la structuration des acteurs de la transformation du bois d'œuvre local ? - Les actions financées ont-elles permis de dynamiser l'activité et la création d'emplois locaux par une organisation en circuit-court de la transformation du bois sur le massif ? - Dans quelle mesure l'approche interrégionale a-t-elle été bénéfique ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Rapport d'exécution - Enquêtes/études de cas auprès des bénéficiaires - Revue documentaire
Calendrier	2021
Budget indicatif	40 k€

RESILIENCE DES TERRITOIRES FACE AUX RISQUES NATURELS	
Objectifs spécifiques concernés	Axe prioritaire 2 : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels OS 3 : Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif
Contexte et enjeux	<p>Le massif des Alpes a la spécificité d'être confronté à des aléas naturels nombreux, variés (mouvements de terrain, avalanches, crues torrentielles, incendies, séismes), violents et destructeurs. La majeure partie des Alpes françaises est placée en niveau 4 d'aléa sur 5 en matière de risque sismique (décret n° 2010-1255). L'ensemble des communes du massif est soumis à au moins deux risques naturels, et 151 communes représentant plus de 160 000 habitants sont soumises à au moins cinq risques naturels.</p> <p>Le POIA vise à apporter des réponses par une meilleure prise en compte de cette situation dans les territoires en développant une gestion intégrée des risques basée sur de nouvelles approches de prévision, prévention, gestion de crise et partage de connaissance.</p> <p>Cette évaluation a pour but d'identifier la contribution du POIA à une meilleure gestion des risques naturels sur le Massif.</p>
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme a-t-il permis l'émergence de nouveaux territoires de gestion intégrée des risques naturels, permettant ainsi d'augmenter la population concernée par cette approche ? - Les projets ont-ils permis de sensibiliser d'avantage le public et d'améliorer leur niveau de connaissance sur les risques auxquels ils sont exposés ? - Les projets ont-ils permis de développer des outils permettant d'augmenter la résilience des territoires aux risques naturels ? - Dans quelle mesure l'approche interrégionale a-t-elle été bénéfique ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Rapport d'exécution - Enquêtes/études de cas auprès des bénéficiaires - Revue documentaire
Calendrier	2021
Budget indicatif	40 k€

C – BUDGET PREVISIONNEL

Le budget prévisionnel du plan d'évaluation ci-dessous n'inclut ni la formation ni la communication qui sont intégrées dans des budgets propres.

EVALUATIONS	MONTANT ESTIMATIF en K€
Evaluation de mise en œuvre	70
Evaluations "Flash" (montant total)	80
Total période 2015-2018	150
Evaluation d'impact thématique VPNC	50
Evaluation d'impact thématique BCEA	50
Evaluation d'impact thématique FB	40
Evaluation d'impact thématique RN	40
Total période 2019-2022	180
TOTAL	330

D – PLANNING PREVISIONNEL

	2016			2017			2018			2019			2020			2021			2022		
Evaluation de mise en œuvre																					
Evaluation d'impact Valorisation Patrimoine naturel et culturel																					
Evaluation d'impact Biodiversité et continuités écologiques alpines																					
Evaluation d'impact Filière Bois																					
Evaluation d'impact Risques naturels																					

LEGENDE

	Travail interne
	Phase préparatoire, rédaction du cahier des charges
	Lancement de l'appel d'offre, réception et sélection du prestataire
	Réalisation des travaux d'évaluation par le prestataire
	Diffusion des résultats, conception d'un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations

IV – ANNEXES

ANNEXE 1 – PLAN DES INDICATEURS DU POIA

INDICATEURS DE REALISATION (16 indicateurs)

AXE PRIORITAIRE	PRIORITE D'INVESTISSEMENT	INDICATEURS DE REALISATION COMMUNS & SPECIFIQUES PAR PI	Unité de mesure	FONDS	Valeur cible (2023) T	Source des données	Fréquence de communication de l'information
1	PI - 6.c : CONSERVER, PROTEGER, FAVORISER ET DEVELOPPER LE PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL	IR1 - Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDER	110	Suivi du POIA	Annuelle
		IR2 - Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	Infrastructures	FEDER	110	Suivi du POIA	Annuelle
		IR3 - Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	Campagne de promotion interrégionale	FEDER	18	Suivi du POIA	Annuelle
	PI - 6.d : PROTEGER ET RESTAURER LA BIODIVERSITE ET LES SOLS ET FAVORISER LES SERVICES LIES AUX ECOSYSTEMES Y/C AU MOYEN DE NATURA 2000 ET D'INFRASTRUCTURES VERTES	IR4 - Nombre de programmes d'observation, conservation, et/ou protection de la biodiversité soutenus	Programmes	FEDER	25	Suivi du POIA	Annuelle
		IR5 - Nombre d'ouvrage de restauration de continuités soutenus	Ouvrages de restauration	FEDER	4	Suivi du POIA	Annuelle
		IR6 - Nombre de plans d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	Plans d'actions	FEDER	27	Suivi du POIA	Annuelle

2	PI - 3.d : SOUTENIR LA CAPACITE DES PME A CRORITRE SUR LES MARCHES REGIONAUX, NATIONAUX, ET INTERNATIONAUX AINSI QU'A S'ENGAGER DANS LES PROCESSUS D'INNOVATION	CO01 - IP : Nb d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	110	Suivi du POIA	Annuelle
		CO02 - IP : Nb d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprise	FEDER	63	Suivi du POIA	Annuelle
		CO04 - IP : Nb d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprise	FEDER	110	Suivi du POIA	Annuelle
		CO06 - IP : Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	FEDER	15 120 000	Suivi du POIA	Annuelle
3	PI - 5.b : FAVORISER LES INVESTISSEMENTS DESTINES A REMEDIER A DES RISQUES SPECIFIQUES, EN GARANTISSANT UNE RESILIENCE AUX CATASTROPHES ET EN DEVELOPPANT DES SYSTEMES DE GESTION DES SITUATIONS DE CATASTROPHES	IR7 - Nb de plans d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	Plans d'actions	FEDER	33	Suivi du POIA	Annuelle
		IR8 - Nombre de réunions interrégionales multi partenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	Réunion	FEDER	16	Suivi du POIA	Annuelle
		IR9 - Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	Partenariats	FEDER	6	Suivi du POIA	Annuelle
4	ASSISTANCE TECHNIQUE	IRat1 - Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	Séminaires	FEDER	6	Suivi interne	NON INDIQUE
		IRat2 - Taux d'erreur constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	Pourcentage	FEDER	2	Suivi interne	NON INDIQUE
		IRat3 - Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	Equivalent temps plein	FEDER	5,5	Suivi interne	NON INDIQUE

INDICATEURS DE RESULTAT (6 indicateurs)

AXE PRIORITAIRE	OBJECTIF SPECIFIQUE	FONDS	INDICATEURS DE RESULTAT COMMUNS & SPECIFIQUES DU PROGRAMME POUR LESQUELS UN OBJECTIF A ÉTÉ FIXE	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible	Source des données	Fréquence de communication de l'information
1	OS1 - ACCROITRE LA DECOUVERTE ESTIVALE DU MASSIF PAR LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL	FEDER	Ir1 - Nombre de nuitées touristiques estivales	Nuitée	50 789 000	2012	53 340 000	Comités Régionaux du Tourisme PACA et Rhône-Alpes	Tous les 3 ans
	OS2 - PROTEGER LA BIODIVERSITE ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ALPINES	FEDER	Ir2 - Taux d'espèces naturelles d'intérêt communautaire menacées sur les Alpes	Pourcentage	53%	2012	50	Muséum National d'Histoire Naturel	2019 et 2023
2	OS3 - ACCROITRE L'OFFRE CERTIFIE DE BOIS D'ŒUVRE ALPIN TRANSFORME LOCALEMENT	FEDER	Ir3 - Nombre d'entreprise alpines de transformation de bois d'œuvre certifiées "Bois des Alpes"	Entreprise	24	2014	85	Association Bois des Alpes	Annuelle
3	OS4 - ETENDRE ET AMELIORER LA GESTION INTEGREE DES RISQUES NATURELS SUR LE MASSIF	FEDER	Ir9 - Taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels	Pourcentage	7	2014	14,4	Suivi du PO	Annuelle
4	OSAT- METTRE EN ŒUVRE UN PILOTAGE PAR LES RESULTATS, UNE GESTION EFFICACE ET SECURISEE DU FEDER ET ACCROITRE LA LISIBILITE DES ACTIONS CO-FINANCEES PAR LE POIA	FEDER	1 - Nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement	Porteurs de projets				Suivi interne	Annuelle
			2 - Sentiment d'information sur les projets soutenus par l'UE sur les Alpes	Taux d'information				Enquêtes Europ'Act	Tous les deux ans

ANNEXE 2 – CADRE DE PERFORMANCE DU POIA

CADRE DE PERFORMANCE (9 indicateurs)

AXE PRIORITAIRE	IDENTIFICATEUR	TYPE D'INDICATEUR	INDICATEUR OU ETAPE CLE DE MISE EN ŒUVRE	UNITE DE MESURE	FONDS	VALEUR INTERMEDIAIRE 2018	VALEUR CIBLE 2023	Source des données
						T	T	
1	IF1	FINANCIER	INDICATEUR FINANCIER	EUR	FEDER	10 468 800	43 620 000	Suivi du POIA
	IR1	REALISATION	NOMBRE DE PLANS D'ACTIONS TERRITORIAUX ANNUELS SOUTENUS	PLANS D'ACTION	FEDER	55	110	Suivi du POIA
	IR2	REALISATION	NOMBRE D'INFRASTRUCTURES DE MISE EN VALEUR PATRIMONIALE SOUTENUES	INFRASTRUCTURE	FEDER	30	110	Suivi du POIA
	IR4	REALISATION	NOMBRE DE PROGRAMMES D'OBSERVATION, CONSERVATION, ET/OU PROTECTION DE LA BIODIVERSITE SOUTENUS	PROGRAMMES	FEDER	5	25	Suivi du POIA
2	CO01	REALISATION	IP : NB D'ENTREPRISE BENEFICIAINT D'UN SOUTIEN	ENTREPRISE	FEDER	80	110	Suivi du POIA
	IF2	FINANCIER	INDICATEUR FINANCIER	EUR	FEDER	2 880 000	12 000 000	Suivi du POIA
3	IF3	FINANCIER	INDICATEUR FINANCIER	EUR	FEDER	2 400 000	10 000 000	Suivi du POIA
	IR7	REALISATION	NOMBRE DE PLANS D'ACTIONS ANNUELS DE GESTION INTEGREE DES RISQUES NATURELS SOUTENUS	PLANS D'ACTION	FEDER	16	33	Suivi du POIA
	IR9	REALISATION	NOMBRE DE PARTENARIATS SCIENTIFIQUES ET OPERATIONNELS POUR LA GESTION DES RISQUES NATURELS	PARTENARIAT	FEDER	1	5	Suivi du POIA

ANNEXE 2 – CHARTE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉVALUATION (SFE)



Pourquoi la Charte ?

L'évaluation des actions publiques revêt des formes diverses, tant par ses méthodes que par la manière dont elle s'insère dans le système d'action. Elle peut être interne ou externe. Elle peut être réalisée ex ante, concomitante ou ex-post. Cette diversité reflète celle des enjeux et des contextes dans lesquels elle s'inscrit, à côté d'autres pratiques telles que l'étude, la recherche, l'expertise, l'inspection ou l'audit. De ce fait, les conclusions, jugements et recommandations produits par les évaluations n'ont pas tous la même portée ni le même statut dans le débat public.

Depuis son origine, la SFE a accueilli tous ceux qui participent à ces pratiques. Tout en reconnaissant cette diversité, elle promeut les formes d'évaluation les plus à même de faire de l'évaluation une composante des organisations publiques et de la vie démocratique. C'est l'objet de la Charte adoptée en 2003 et actualisée en 2006. Cette Charte s'adresse aux personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel, qu'ils soient commanditaires, évaluateurs ou membres d'instances de pilotage.

Cette Charte combine plusieurs fonctions. Éducative, elle attire l'attention sur les enjeux et les problèmes. Indicative, elle guide la recherche de solutions. Incitative, elle n'a pas choisi la voie de la prescription.

La Charte est un guide de principes généraux, largement reconnus dans le milieu professionnel. Elle invite à s'y conformer. Elle ne méconnaît pas les possibles contradictions entre ces principes, dans certaines circonstances. Elle aide à prévenir les difficultés qui surgissent souvent en cours d'évaluation faute d'avoir clarifié au départ les questions de principe et de déontologie.



Société Française de l'Évaluation

CHARTRE DE L'ÉVALUATION

DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROGRAMMES PUBLICS

Actualisée le 21 juin 2006

65 avenue des Gobelins - 75013 PARIS
☎ : 01.45.41.58.40 ✉ : evaluation.sfe@wanadoo.fr

Site Internet : www.sfe.asso.fr



Préambule

L'évaluation vise à produire des connaissances sur les actions publiques, notamment quant à leurs effets, dans le double but de permettre aux citoyens d'en apprécier la valeur et d'aider les décideurs à en améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et les impacts.

L'évaluation contribue ainsi à rationaliser la prise de décision publique, à moderniser la gestion de l'administration et des services publics et à rendre plus efficace la dépense publique. Elle contribue simultanément au développement de la responsabilité et des pratiques de compte rendu interne ou externe, ainsi qu'à l'apprentissage organisationnel. Elle participe aux progrès parallèles de la bonne gestion et du débat démocratique à tous les niveaux de gouvernement.

Ainsi définis, les enjeux de l'évaluation des politiques et programmes publics dépassent ceux de ses protagonistes directs et concernent l'ensemble des citoyens. L'évaluation doit être décidée, organisée et conduite en vue de l'intérêt général. C'est pour cela qu'elle doit s'exercer dans un cadre institutionnel explicite et que sa pratique doit être régie par des principes spécifiques.

Les membres de la SFE déclarent adhérer aux principes de la « Charte de l'évaluation », s'engageant à les appliquer en tenant compte des contextes particuliers rencontrés et à promouvoir la charte tant dans leur milieu professionnel qu'auprès des personnes et institutions concernées par l'évaluation et la délibération publique.

Actualisée le 21 juin 2006

Les principes de l'évaluation en France

Pluralité

L'évaluation s'inscrit dans la triple logique du management public, de la démocratie et du débat scientifique. Elle prend en compte de façon raisonnée les différents intérêts en présence et recueille la diversité des points de vue pertinents sur l'action évaluée, qu'ils émanent d'acteurs, d'experts, ou de toute autre personne concernée.

Cette prise en compte de la pluralité des points de vue se traduit -chaque fois que possible- par l'association des différentes parties prenantes concernées par l'action publique ou par tout autre moyen approprié.

Distanciation

L'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel.

Le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

Compétence

Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel mettent en œuvre des compétences spécifiques en matière de conception et de conduite de l'évaluation, de qualité de la commande, de méthodes de collecte de données et d'interprétation des résultats. Elles ont le souci d'améliorer et de mettre à jour leurs compétences, notamment en référence à celles en usage dans la communauté internationale de l'évaluation.

Respect des personnes

Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel respectent les droits, l'intégrité et la sécurité de toutes les parties concernées.

Elles s'interdisent de révéler l'origine nominative des informations ou opinions recueillies, sauf accord des personnes concernées.

Transparence

La présentation des résultats d'une évaluation s'accompagne d'un exposé clair de son objet, de ses finalités, de ses destinataires, des questions posées, des méthodes employées et de leurs limites, ainsi que des arguments et critères qui conduisent à ces résultats.

La diffusion publique des résultats d'une évaluation est souhaitable. Les règles de diffusion des résultats sont établies dès le départ. L'intégrité des résultats doit être respectée, quels que soient les modalités ou les supports de diffusion retenus.

Opportunité

Une évaluation doit être décidée lorsqu'elle est susceptible de – et organisée afin de – produire des résultats à l'égard des finalités mentionnées au préambule de cette charte : compte rendu démocratique, efficacité de la dépense, apprentissage organisationnel, facilitation d'évaluations ultérieures.

Responsabilité

La répartition des rôles entre les différents acteurs de l'évaluation est établie dès le départ de façon à ce que toutes les fonctions de celle-ci soient bien prises en charge (définition du mandat, pilotage du processus, enquêtes et analyses, formulation du jugement et des recommandations éventuelles, diffusion des résultats).

Les personnes et institutions participant au processus d'évaluation mobilisent les moyens appropriés et fournissent les informations nécessaires à la conduite de l'évaluation.

Elles sont conjointement responsables de la bonne application des principes énoncés dans cette charte.

Actualisée le 21 juin 2006

ANNEXE 3 – GRILLE SYNTHETIQUE D'APPRECIATION DE LA QUALITE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION²⁰

Concernant ce critère, le rapport d'évaluation est :		Inacceptable	Acceptable	Bon	Excellent
1 La satisfaction des demandes :	L'évaluation traite-t-elle de façon adéquate les demandes d'information formulées par les commanditaires et correspond-elle au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2 La pertinence du champ :	La raison d'être du programme, ses réalisations, ses résultats et ses impacts sont-ils étudiés dans leur totalité, y compris ses interactions avec d'autres politiques et ses conséquences imprévues ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3 L'adéquation de la méthodologie :	La conception de l'évaluation est-elle adaptée et adéquate pour fournir les résultats nécessaires (avec leurs limites de validité) pour répondre aux principales questions évaluatives ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4 La fiabilité des données	Les données primaires et secondaires collectées ou sélectionnées sont-elles adaptées ? Offrent-elles un degré suffisant de fiabilité par rapport à l'usage attendu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5 La solidité de l'analyse	L'analyse des informations quantitatives et qualitatives est-elle conforme aux règles de l'art, complète et adaptée afin de répondre correctement aux questions évaluatives ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6 La crédibilité des résultats	Les résultats découlent-ils logiquement et sont-ils justifiés par l'analyse des données et par des interprétations basées sur des hypothèses explicatives présentées avec soin ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7 La solidité de l'analyse	Les conclusions sont-elles justes, non-biaisées par des considérations personnelles ou partisans et sont-elles assez détaillées pour être concrètement mises en œuvre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8 La clarté du rapport	Le rapport décrit-il le contexte et le but du programme évalué ainsi que son organisation et ses résultats de façon telle que les informations fournies soient aisément compréhensibles ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Compte tenu des contraintes contextuelles qui pèsent sur l'évaluation, le rapport d'évaluation est considéré comme :		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ANNEXE 4 – SOURCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTATION DE REFERENCE

1. SOURCES REGLEMENTAIRES

- Règlement (UE) N°1303/2013 – du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) no 1083/2006 du Conseil
- Règlement (UE) N°1301/2013 – du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) no 1080/2006
- Règlement d'exécution (UE) N°207/2015 – Conseil en ce qui concerne les modèles de rapport d'avancement, de présentation des informations relatives aux grands projets, de plan d'action commun, de rapport de mise en œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», de déclaration de gestion, de stratégie d'audit, d'avis d'audit et de rapport annuel de contrôle ainsi que la méthode d'analyse coûts-avantages et, en application du règlement (UE) no 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne le modèle de rapport de mise en œuvre pour l'objectif «Coopération territoriale européenne»

2. GUIDANCE & OUVRAGE DE REFERENCE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

- Guidance document, Programming Period 2014-2020, Monitoring and Evaluation of European Cohesion Policy, Guidance document on evaluation plan, Terms of Reference for Impact Evaluations and Guidance on Quality Management of External Evaluation – FEDER, FSE, Fonds de Cohesion – February 2015
- Période de programmation 2014-2020, Suivi et évaluation de la politique européenne de cohésion – Fonds européen de développement régional et fonds de cohésion – Concepts et recommandations, document d'orientation, mars 2014
- Guide relatif au dispositif de suivi, gestion et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) relevant du Cadre Stratégique Commun (CSC) de la période 2014 – 2020, décembre 2014
- EVALSED : « The resource for the Socio-Economic Development » – September 2013
- EVALSED SOURCEBOOK : “Method and techniques” – September 2013

3. AUTRES SOURCES:

- Collection MEANS Volumes 1 & 6 – 1999

²⁰ Grille extraite de la collection MEANS Volume 1 « Conception & conduite d'une évaluation » ; Encadré 46 – Grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluation, p.192

ANNEXE 5 – DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE PROVENCE ALPES COTES
D'AZUR DU 17 OCTOBRE 2014 RELATIVE A LA GENERALISATION DE LA DEMARCHE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES REGIONALES

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

DELIBERATION N° 14-982

17 OCTOBRE 2014

FONCTIONNEMENT

Généralisation de la démarche d'évaluation des politiques régionales

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°12-1280 du 29 octobre 2012 du Conseil régional adoptant la Charte régionale de la Démocratie « Un défi d'aujourd'hui, un défi pour demain » ;
- VU l'avis de la commission "Relations internationales, Europe et Euro-Région" réunie le 8 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Développement soutenable, environnement, énergie et climat" réunie le 13 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Agriculture, forêt, mer, pêche et littoral" réunie le 13 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Formation professionnelle et apprentissage" réunie le 8 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Culture, patrimoine culturel et tourisme" réunie le 9 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Aménagement et développement des territoires et du massif, foncier, habitat et logement" réunie le 9 octobre 2014 ;

certifié transmis au représentant de l'Etat le 23 octobre 2014

- VU l'avis de la commission "Emploi, développement économique régional, enseignement supérieur, recherche et innovation" réunie le 14 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Solidarités, prévention et sécurité, santé et services publics" réunie le 10 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Transports et éco-mobilité" réunie le 10 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Lycées, patrimoine et investissements régionaux" réunie le 15 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Sport, jeunesse et vie associative" réunie le 15 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Finances et fonctionnement" réunie le 14 octobre 2014 ;
- Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur réuni le 17 Octobre 2014.

CONSIDERANT

- que l'évaluation des politiques publiques est une démarche déterminante et incontournable pour conforter la transparence de l'action publique ;
- que l'évaluation des politiques publiques est nécessaire pour améliorer en continu la conception, la mise en œuvre et les effets de l'action régionale ;
- que l'évaluation des politiques régionales est en mesure de renforcer la visibilité, la gouvernance et la qualité de l'intervention de la collectivité régionale ;
- que la Charte régionale de la démocratie arrête les principes de la construction du projet régional intégrant l'évaluation des politiques publiques régionales ;
- que les démarches d'évaluation participative sont un moyen de dynamiser le débat démocratique et de consolider les partenariats de la collectivité ;
- que le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional et le Conseil Régional des Jeunes sont des instances participatives pouvant être saisies par l'Institution pour représenter les citoyens et parmi eux, les jeunes dans les lieux de débat de l'évaluation ;
- que le Contrat de plan Etat-Région et les Programmes Opérationnels et autres documents contractuels intègrent l'obligation d'évaluer les programmes correspondants ;
- que l'Institution s'est organisée depuis plus de 10 ans pour développer progressivement la culture, la pratique et les outils de l'évaluation à différentes échelles ;
- que le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur est adhérent institutionnel et membre actif de la Société Française de l'Evaluation ;

certifié transmis au représentant de l'Etat le 23 octobre 2014

DECIDE

- d'approuver une démarche généralisée d'évaluation des politiques régionales structurée par des principes, des modalités de mise en œuvre et des instances ;

- d'adopter les principes régissant les démarches d'évaluation relevant de la Charte de la Société Française de l'Evaluation (pluralité ; distanciation ; compétence ; respect des personnes ; transparence ; opportunité et responsabilité) et plus particulièrement :

- la mobilisation des usagers et des citoyens dans les démarches d'évaluation depuis leur conception jusqu'à la diffusion de leurs résultats, directement ou au travers d'instances représentatives,
- la qualité des commandes d'évaluation, portées par une instance de pilotage et élaborées en s'appuyant sur des outils de suivi des politiques régionales,
- la diffusion et la mise en débat contradictoire des résultats des évaluations et l'accessibilité des documents qui en résultent,

- d'organiser et de formaliser systématiquement les bases d'un processus d'évaluation lors de l'adoption ou la révision de toute politique régionale ainsi qu'au titre des conventions pluriannuelles d'objectifs passées avec les structures partenariales ;

- d'approuver le principe de création d'un Comité de Suivi des Evaluations qui sera présidé par la Vice-présidente déléguée aux services publics et à la démocratie de proximité et composé de l'ensemble des Vice-présidents du Conseil régional ainsi que de 2 membres du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) désignés par le Président du CESER.

Ce comité aura notamment pour mission d'arrêter un programme annuel d'évaluation et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre, d'en assurer son suivi en veillant au respect des principes retenus dans la présente délibération. Il présentera à l'Assemblée, chaque année, le programme d'évaluation de l'année à venir et le compte-rendu d'activités des démarches d'évaluation de l'année précédente ;

- d'instaurer l'obligation de diffusion des évaluations réalisées, d'impliquer les citoyens dans les démarches engagées et d'associer les partenaires à ces travaux notamment le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

Le Président,

Signé Michel VAUZELLE

ANNEXE 6 – REMARQUES DE LA COMMISSION SUR LE PLAN D'ÉVALUATION ET PLAN D'ACTION

PRINCIPALES REMARQUES DE LA COMMISSION PARVENUES LE 18/11/2015			COMPLÉMENTS ENVISAGÉS AU PLAN D'ÉVALUATION	POINTS D'AVANCEMENT
N°	RESULTAT ATTENDU	SUGGESTIONS		
1	Mieux déterminer où doit se concentrer l'effort d'évaluation sur la période	Le plan devrait indiquer l'usage fait des conclusions des précédents rapports d'évaluation et les connaissances existantes des effets des types d'intervention inclus dans le programme	- L'Autorité de gestion précisera dans le plan d'évaluation qu'un travail de capitalisation des précédents travaux d'évaluations sera mené en interne durant la période préparatoire et qu'il sera intégré aux évaluations thématiques.	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE II, section E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION, p.12)
2	Il pourrait être fait mention d'initiatives prises pour étendre le savoir-faire et les compétences de l'équipe employée dans le processus d'évaluation	Le plan pourrait indiquer son expertise actuelle et pourrait décrire les mesures qui ont l'intention d'être prises, s'il y'en a, pour améliorer son niveau d'expertise dans les domaines semblant nécessaires	-L'Autorité de Gestion apportera des précisions quand à l'expertise de l'équipe composant le secrétariat techniques et le plan de formation spécifique qui lui est dédié.	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE II, section E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION, 1. Plan de formation, p.12)
3	Inclure plus de détail sur les raisons du choix des méthodes d'évaluations qu'il est prévu d'appliquer.	Actuellement le plan décrit ces éléments seulement de manière générale . Pour chaque évaluation plusieurs approches méthodologiques sont listées et cela serait utile si les raisons de leur adoption pouvait être décrite (spécialement pour les évaluations 6 à 12 [impact])	- L'Autorité de Gestion proposera une grille de critères qui orientera son choix vers l'une ou l'autre des méthodes	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE III, section A – OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D'ÉVALUATION, p.16-17)
4	Mieux préparer le terrain pour les évaluations à entreprendre	Pour les approches contrefactuelles et basées sur la théorie indiquées pour les évaluations 6-12, cela serait utile de préciser les résultats attendus, les unités d'analyse et les groupes de contrôle auxquels il est prévu de recourir pour les comparaisons	- Les travaux méthodologiques menés en interne au cours de la première période ont pour objectif de répondre à ces questions.	_ Les travaux sont en cours
5	Eviter tout gaps ou déficience dans le système de données à rendre disponible pour les évaluations	Il serait utile d' expliquer plus clairement et plus en détail les données requises et disponibles . Le plan indique qu'il est généralement prévu d'utiliser les données monitoring (synergie), mais il y'a peu d'informations sur les autres données qu'il est prévu d'utiliser ou quelles séries de données spécifiques issues du système de suivi sont considérées comme pertinentes . Il est important que les besoins en données soient considérées dans un certain détail et à un stade précoce afin que tout gaps (trou) ou déficience dans les données disponibles soient comblés à temps pour que les évaluations soient menées	Le plan d'action annuel qui sera proposé au Comité de Suivi annuellement fera état de ces travaux et se traduira par une mise à jour des fiches détaillées des évaluations.	

